

de la Reussille Denis (G, NE):

Avant d'entrer dans le détail du bloc 2, sur le thème "Relations avec l'étranger", permettez-moi un rappel important: Il est inscrit dans notre Constitution que la Confédération "contribue notamment à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples et la préservation des ressources naturelles." Si cela n'était pas suffisant, la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationale donne à la coopération au développement l'objectif de soutenir "les efforts des pays en développement en vue d'améliorer les conditions de vie de leurs populations. Elle doit contribuer à mettre ces pays en mesure d'assurer leur développement par leurs propres forces" et de soutenir "en priorité les efforts des pays en développement, régions et groupes de population les plus défavorisés." Pour respecter ces engagements, il faut évidemment des moyens financiers suffisants.

Une coopération au développement pertinente dépend de financements stables et d'une planification à long terme. Retirer abruptement des moyens financiers rendrait une approche stratégique impossible, avec pour conséquence un retrait prématuré de pays prioritaires et la mise en danger, si ce n'est la fin, de certains acquis. Des coupes seraient probablement pratiquées dans les futures contributions à des organisations internationales telles que l'Unicef ou le Fonds des Nations Unies pour la population, qui seraient alors probablement touchées.

L'éventail des projets montre bien la contribution précieuse et variée de l'aide au développement. Elle renforce la société civile dans les pays en développement, crée des perspectives locales par le biais de l'accès au marché, et aide la population à relever des défis globaux comme la lutte contre le changement climatique.

Le débat sur nos relations avec l'étranger est récurrent, dans ce Parlement, et la position des Verts est connue: nous cherchons à nous approcher le plus possible de l'objectif d'affecter 0,7 pour cent du PIB à l'aide au développement. Les multiples tentatives de la majorité de la Commission des finances pour abaisser constamment ce pourcentage ont été repoussées pour la dernière fois en septembre dernier, avec le refus d'une motion de commission visant à faire de l'aide au développement une cible privilégiée pour toutes les coupes budgétaires ces prochaines années.

Il n'est donc pas surprenant, mais regrettable, que la même majorité, par 13 voix contre 12, ait coupé 100 millions de francs dans l'aide au développement. Nous encourageons aujourd'hui vivement les élus PLR qui ont empêché la motion précitée de passer en septembre passé, à voter la proposition de la minorité Egger visant à ne pas réduire de 100 millions de francs les charges de transfert.

Nous nous opposons par ailleurs aux diverses propositions de minorités déposées par des membres du groupe UDC qui demandent des coupes dans divers secteurs liés aux relations internationales, à une exception près: nous soutenons la proposition de la minorité Keller Peter concernant la participation au Partenariat pour la paix, qui a pour but de stopper l'intervention des troupes suisses au Kosovo, comme nous l'avons déjà demandé précédemment.

Nous soutenons également les différentes propositions de la minorité Carobbio Guscetti visant à éviter diverses coupes de 3 pour cent proposées par le Conseil fédéral dans le secteur des relations avec l'étranger, vu que l'objectif de 0,7 pour cent est loin d'être atteint par notre pays.

Nous soutenons aussi la proposition de la minorité Hadorn destinée à éviter pour la deuxième fois consécutive des coupes dans les contributions aux services de la SSR destinés à l'étranger.

Enfin, nous soutenons la proposition de la minorité Vitali concernant la SIFEM.

Le groupe UDC qui, nous le confirmons, fait des coupes à la hache, est aveuglé par son idéologie budgétaire. Ces dernières années, notre dette a baissé de plus de 25 milliards de francs, nos comptes sont régulièrement bénéficiaires et le prébudget du compte d'Etat 2017 annonce un excédent de recettes d'environ 800 millions de francs. Pour le groupe des Verts, il serait indécent de réduire notre aide aux pays les plus pauvres, alors même que notre situation financière est excellente. Confortablement assis dans nos fauteuils, il serait bon de nous souvenir que couper aujourd'hui 100 millions de francs dans l'aide au développement, c'est condamner à la misère, à la migration, voire à la mort, des milliers d'êtres humains.